



Note sur les procédures du CSS et sa méthodologie en matière d'évaluation de politiques et de programmes

(CSS, février 2018)

L'évaluation de politiques et de programmes fait partie du mandat du CSS, qui s'implique fortement dans cette mission. Le CSS doit répondre aux différents besoins du Conseil fédéral et évaluer des programmes dans des contextes variables et à diverses périodes.

Dans le domaine de l'économie, les publications portant sur l'évaluation de politiques sont toujours plus nombreuses et visent l'excellence scientifique, c'est-à-dire qu'elles sont fondées sur des méthodologies formelles et permettent ainsi aux évaluateurs de dégager des rapports de causalité (si A, alors B). Isoler les effets d'un *traitement* est la règle d'or en matière de science et de politiques et cela devrait être l'objectif évident de toute évaluation de politiques. D'autres approches plus descriptives ou qualitatives, bien qu'utiles pour fournir des informations pertinentes, ne peuvent dégager aucune association causale en termes de changement ou d'évolution des caractéristiques d'une population traitée.

Techniquement parlant, les évaluations de programmes publics les plus poussées, c'est-à-dire capables de mesurer la causalité, sont basées sur des essais randomisés, sur la régression par discontinuité ou sur la méthode des variables instrumentales. La première des trois approches compare des entreprises ou des groupes d'individus sélectionnés au hasard pour bénéficier d'un soutien avec d'autres n'ayant pas reçu de soutien. La deuxième compare les valeurs qui se trouvent juste en-dessus et en-dessous du seuil d'éligibilité à un soutien public. La troisième approche détermine les effets du programme au moyen d'un élément exogène de variation dans l'éligibilité.

Cependant, ces techniques sont souvent difficilement applicables, voire carrément inapplicables. Prenons par exemple le cas d'un programme à grande échelle visant à soutenir la transition d'une communauté scientifique vers un nouveau domaine de recherche. Une évaluation rigoureuse d'un tel programme se révèle sans aucun doute très complexe, car l'appréciation de programmes à large échelle et portant sur une longue durée implique des problèmes de mesure évidents:

- il n'y a pas d'effet pur du traitement (pour un programme de ce type, les séquences et les processus sont interdépendants, ce qui empêche d'établir des liens précis avec les résultats, par exemple une augmentation des publications ou des brevets);
- les programmes à large échelle touchent des systèmes complexes (i.e. une communauté de recherche dans son ensemble), dans lesquels le programme en question n'est qu'un élément important parmi d'autres;
- il existe des effets de sélection difficilement contrôlables (par exemple, la communauté de recherche qui concourt pour le financement d'un programme à large échelle semble mieux organisée que la moyenne; par ailleurs, les requérants dont la demande est acceptée reçoivent généralement plus de distinctions). Bien entendu, il est normal de récompenser les communautés scientifiques compétentes, mais cela complique le processus d'évaluation.

Toutefois, l'incapacité à mener des évaluations suffisamment rigoureuses pour répondre aux critères d'excellence scientifique n'est pas une raison pour que les gouvernements et les agences arrêtent de mener régulièrement des évaluations: ce sont des signaux d'alerte utiles et elles peuvent détecter des échecs de programmes flagrants. *Un peu de lumière vaut mieux que l'obscurité totale.* Le genre d'évaluation menée dans le cadre de programmes complexes à large échelle permet au moins de comparer les résultats obtenus face à un point de repère, à savoir les attentes *ex ante*. C'est ce que fait le Conseil

lorsqu'il évalue des programmes à large échelle et portant sur une longue durée. **Sans prétendre expliciter les liens de causalité, cette méthode contribue à discerner les résultats significatifs et les mauvais résultats par rapport au point de repère établi, ce qui permet ensuite de discuter et de débattre avec les bénéficiaires des programmes et les concepteurs de politiques.**